



Au service
des peuples
et des nations



Japon et PNUD: ensemble pour l'émergence de l'Afrique

Programme des Nations Unies pour le développement



21-24 août 2017 - Maputo

MOZAMBIQUE 2017



AVANT-PROPOS

ABDOULAYE MAR DIEYE

Administrateur assistant et

Directeur du Bureau régional du PNUD pour l'Afrique

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Gouvernement du Japon et leurs partenaires de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (connue sous le sigle anglais TICAD) ont travaillé sans relâche pendant plus de deux décennies pour proposer une vision audacieuse en faveur du développement de l'Afrique. Bien avant que ce sujet ne devienne d'actualité, ils ont eu une foi inébranlable en l'avenir du continent qui ne s'est jamais démentie.

Les efforts de ce partenariat unique portent désormais leurs fruits. L'Afrique a enregistré une performance économique remarquable au cours des 15 ans passés. On compte en effet non moins de 10 pays africains à faible revenu qui ont accédé, durant cette période, au statut de pays à revenu intermédiaire. Ces dernières années, le continent s'est résolument engagé sur la voie du développement en traçant son propre chemin au travers de l'adoption de l'Agenda 2063 de l'Union africaine puis des Objectifs de développement durable (ODD). Cette démarche s'inscrit pleinement dans le cadre du mandat de la TICAD, qui appelle de ses vœux l'appropriation par l'Afrique de son destin et la formation d'un partenariat international rassemblant tous les acteurs concernés.

La sixième édition de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement africain (TICAD VI), organisée l'année dernière à Nairobi, au Kenya, a permis de mesurer l'ampleur des avancées accomplies dans ce domaine. Ses résultats clés, consacrés dans la Déclaration de Nairobi, ont souligné la nécessité de consolider les acquis de l'Afrique en matière de développement grâce à une transformation structurelle économique soutenue, à l'édification de systèmes de santé résilients et à la promotion de la stabilité sociale en vue d'assurer la prospérité pour tous.

Alors que le PNUD et ses partenaires se réunissent à Maputo, au Mozambique, du 24 au 25 août 2017 pour prendre part à la réunion ministérielle de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique, je suis convaincu qu'ils s'acquitteront avec diligence et perspicacité de leurs obligations et respecteront les engagements qu'ils ont souscrits avec un sentiment d'urgence redoublé, afin de veiller à ce que les défis persistants ne réduisent pas à néant les réalisations chèrement acquises de la dernière décennie.

Le chemin vers l'émergence de l'Afrique est une course de marathon qui exige d'avoir l'esprit combatif d'un sprinter et la ténacité d'un coureur de fond prêt à s'engager sur le long terme. Par le biais de la TICAD, le PNUD et ses partenaires resteront fermement déterminés à appuyer les gouvernements africains dans les efforts à entreprendre pour parcourir ce chemin, en veillant à ce qu'ils soient en bonne position pour récolter les fruits qui laissent entrevoir un avenir prometteur.





AVANT-PROPOS

TAKESHI OSUGA

Ambassadeur, Directeur général du Département des Affaires africaines
Ministère des Affaires étrangères, Japon

Depuis plus d'un demi-siècle, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Japon travaillent en étroite coopération pour trouver des solutions aux problèmes de développement dans le monde. La Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD) est l'une de nos principales priorités dans le cadre de notre partenariat avec le PNUD, dont elle constitue le fleuron. Acteur majeur de la coopération pour le développement au sein du système des Nations Unies, le PNUD bénéficie d'une solide expertise, d'une riche expérience et d'un vaste réseau mondial.

En se focalisant sur les questions qui ont émergé à l'issue de la TICAD V tenue en 2013, la TICAD VI organisée en août dernier à Nairobi, au Kenya, a engagé des discussions intensives sur trois priorités : la diversification économique et l'industrialisation ; la promotion de systèmes de santé résilients ; et la promotion de la stabilité sociale. La Déclaration de Nairobi et le Plan de mise en œuvre de Nairobi, adoptés lors de la Conférence de 2016, font mention des actions menées par l'Afrique et ses partenaires en vue de réaliser les Objectifs de développement durable (ODD) et l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Ces progrès ont été rendus possibles grâce à la prise en main par les Africains de leur processus de développement et la constitution d'un partenariat international entre tous les acteurs concernés, deux principes fondamentaux du processus de la TICAD instauré depuis plus d'un quart de siècle.

En tant que co-organisateur de la TICAD depuis sa création, le PNUD a constamment appuyé le processus de multiples façons, tant en participant à l'établissement de l'ordre du jour incluant la sécurité humaine, qu'en assurant la conduite des réunions, mettant ainsi à contribution ses connaissances et son expérience accumulées au fil des ans.

L'une des principales forces de la TICAD réside dans ses activités de suivi menées dans la cohérence et la transparence. Ainsi, la réunion ministérielle de la TICAD qui se tiendra les 24 et 25 août à Maputo, au Mozambique, évaluera l'état d'avancement des efforts soutenus consentis par toutes les parties prenantes et discutera des mesures visant à améliorer l'efficacité de la mise en œuvre. Nous demeurons plus que jamais résolus à poursuivre notre étroite collaboration avec le PNUD pour mener à bon terme le processus de la TICAD.



Un investissement judicieux qui porte enfin fruit

La Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD) a été mise en place pendant la période que l'on a surnommée les « décennies perdues pour le développement », c'est-à-dire durant les années 1980 et 1990, à l'époque peu glorieuse où le continent africain était soumis à de pénibles contraintes imposées par des programmes d'ajustement structurel très douloureux. À la fin de la guerre froide, les principaux donateurs, à l'exception notable du Japon, avaient remis en question la pertinence de l'aide au développement à l'Afrique. L'engagement continu du Japon à l'égard de l'accélération du développement axé sur l'être humain en Afrique a participé de manière significative au renforcement du développement social et économique durable à l'échelle du continent. Il a également contribué à l'avancement des cadres mondiaux et régionaux tels que les Objectifs du Millénaire pour le développement, les Objectifs de développement durable et l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

Le PNUD est co-fondateur et coorganisateur du processus de la TICAD. Au fil des ans, le PNUD et le Japon ont travaillé en étroite collaboration avec les gouvernements africains et d'autres partenaires au développement pour mener des actions concrètes fondées sur les objectifs de développement de la TICAD.

LES PERSPECTIVES D'AVENIR

Lors de la réunion de la TICAD 2016 à Nairobi, le Gouvernement du Japon s'est engagé à verser



30 milliards de dollars US au titre d'un financement public et privé en appui au développement des infrastructures, de l'éducation et de l'expansion des soins de santé en Afrique. Cette somme s'ajoute aux 32 milliards de dollars US que le Japon a promis d'allouer à l'Afrique sur une période de cinq ans lors de la réunion de la TICAD en 2013.

La TICAD au fil des années

1993 TICAD I

Adoption de la **Déclaration de Tokyo sur le développement de l'Afrique**, qui préconise l'appropriation par l'Afrique de son développement. Les parties prenantes se sont engagées à renforcer le développement durable de l'Afrique.

1998 TICAD II

Adoption du **Programme d'Action de Tokyo sur le développement de l'Afrique à l'aube du XXIe siècle**, avec comme thèmes la réduction de la pauvreté et l'intégration effective de l'Afrique à l'économie mondiale, sous-tendus par les deux principes directeurs de l'appropriation par l'Afrique de son développement et du partenariat avec la communauté internationale.

2003 TICAD III

Adoption de la **Déclaration du 10e anniversaire de la TICAD** et mobilisation en faveur de l'appui aux initiatives d'intégration régionale telles que le **Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD)**.

2008 TICAD IV

Adoption de la **Déclaration de Yokohama : Vers une Afrique qui gagne**, qui appelle à encourager la croissance économique, à consolider la paix et la bonne gouvernance et à faire face aux problèmes de l'environnement et du changement climatique. Mise en place d'un système de suivi de la TICAD pour renforcer la mise en œuvre et la surveillance du plan d'action.



La TICAD VI qui s'est déroulée en 2016 a été la première Conférence de la TICAD organisée sur le sol africain. Elle a rassemblé plus de 11 000 participants, dont des représentants issus de 53 pays africains, d'organisations internationales et régionales, du secteur privé et de la société civile.



Photo : PNUD Kenya



La TICAD 2016 a clôturé ses travaux par l'adoption de la Déclaration de Nairobi et du Plan de mise en œuvre de Nairobi, appelant à la promotion de la transformation économique structurelle par la diversification économique et l'industrialisation, à la promotion de systèmes de santé résilients pour la qualité de vie et à la promotion de la stabilité sociale pour une prospérité partagée.

Avec le soutien du Gouvernement du Japon et en coopération avec les gouvernements des pays concernés, les organismes de développement, la société civile et les partenaires du secteur privé, le PNUD continue d'intervenir sur le terrain, tant au niveau national que régional, dans ces trois domaines.

2013 TICAD V

Adoption de la **Déclaration de Yokohama 2013 : Main dans la main avec une Afrique plus dynamique**, qui favorise un développement robuste et durable, une société inclusive et résiliente, et la paix et la stabilité.

2016 TICAD VI

Un nombre record de chefs d'État et de gouvernements ont assisté à la Conférence TICAD VI en août 2016 à Nairobi, au Kenya. Dans la **Déclaration de Nairobi**, document phare adopté à l'unanimité, les parties prenantes ont renouvelé leur engagement à travailler pour la transformation économique durable de l'Afrique.

2019 TICAD VII

La prochaine conférence de la TICAD se tiendra au Japon.

TICAD



Une approche de développement pour prévenir et contrer l'extrémisme violent en Afrique subsaharienne

La montée de l'extrémisme violent dans les pays africains a un effet dévastateur sur les gains durablement acquis en matière de développement. D'après les recherches menées par le PNUD, près de 33 000 personnes ont perdu la vie dans quelque 4 000 attaques terroristes perpétrées sur le sol africain entre 2012 et 2016. Des centaines de milliers de personnes ont été déplacées par des groupes armés tels que Boko Haram au Nigéria et Al Shabaab en Somalie.

En raison de ce climat général de violence et d'instabilité, les économies locales sont paralysées et les établissements d'enseignement fermés. Les jeunes sont ainsi particulièrement touchés par ce phénomène et de manière disproportionnée, ce qui les expose à devenir la proie des recruteurs issus de groupes extrémistes.

En 2016, le PNUD a commencé à mettre en œuvre la première phase d'un projet régional étalé sur quatre ans qui vise à aborder les causes profondes de l'extrémisme violent dans 16 pays africains, avec le soutien du Gouvernement du Japon. Dans le cadre de cette initiative, les institutions régionales et nationales, y

Nigéria : en 2016, le PNUD a pris part à l'organisation d'une conférence interreligieuse réunissant les érudits religieux de toute la région.



Photo : HCR/Romain Desclois

Nigéria : les réfugiés revenant du Cameroun attendent pour se faire enregistrer au camp de Banki dans le nord du pays.

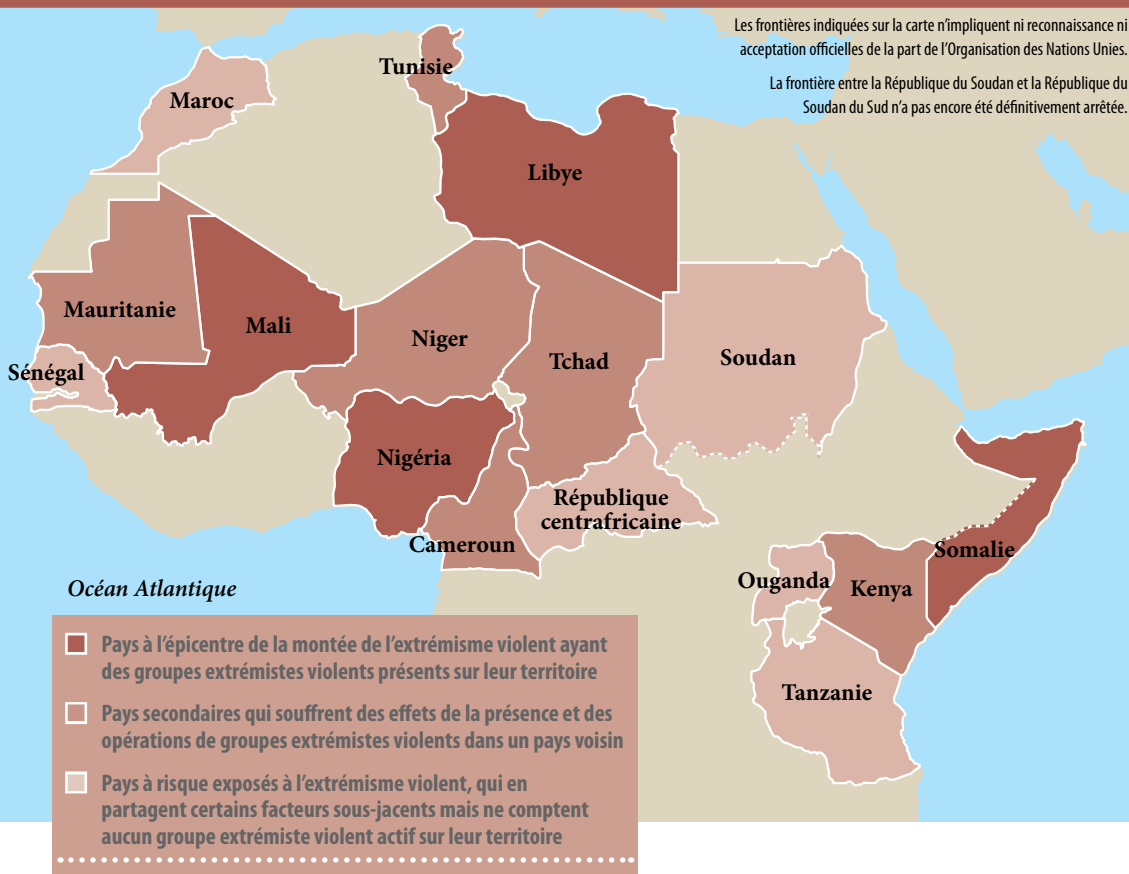
compris le gouvernement, la police et le système de justice pénale, les institutions religieuses et les communautés sont appelées à collaborer pour instaurer un climat de confiance et œuvrer ensemble pour identifier les signes avant-coureurs de la radicalisation et les risques potentiels d'extrémisme violent afin de concevoir des réponses appropriées pour y remédier.

Bien que l'initiative en est encore à ses débuts, elle a déjà permis d'engager le dialogue avec différentes institutions sur cette question, notamment les



Photo : PNUD Nigéria

PAYS SOUTENUS PAR LES PROJETS DU PNUD POUR CONTRER L'EXTRÉMISME VIOLENT



Source : Prévenir et lutter contre l'extrémisme violent en Afrique et y faire face : une approche axée sur le développement, PNUD 2016



organisations religieuses.

En octobre 2016 et en mai 2017, le PNUD a pris part à l'organisation de deux conférences à l'intention des autorités religieuses, au **Nigeria** et en **Ouganda**, qui ont réuni 85 chefs religieux originaires des différents pays de la région. Les participants à la conférence sont parvenus à conclure des accords importants sur le rôle des chefs religieux et ont créé une base de données permettant d'améliorer la mise en réseau et la communication entre les institutions religieuses et les autorités civiles dans les pays concernés.

En outre, les participants ont adopté un édit religieux énonçant clairement la position des leaders religieux quant à l'idéologie utilisée par les groupes extrémistes, ce qui a permis d'insuffler une dynamique nouvelle à la stratégie d'engagement commune visant à lutter contre l'extrémisme violent dans la région.

Le PNUD soutient également l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), un groupement régional associant huit pays d'Afrique de l'Est qui a fait de la prévention de l'extrémisme violent une priorité urgente de son action.

Kenya : le PNUD s'est associé au Centre national de lutte contre le terrorisme au Kenya pour fournir aux propriétaires de médias, aux rédacteurs et aux journalistes des formations sur les techniques nécessaires à la réalisation de reportages d'actualités objectifs qui mettent en avant l'importance de l'objectivité dans le processus. La transmission d'informations exactes et responsables constitue un élément essentiel de la lutte contre l'extrémisme violent.



Photo : PNUD Kenya

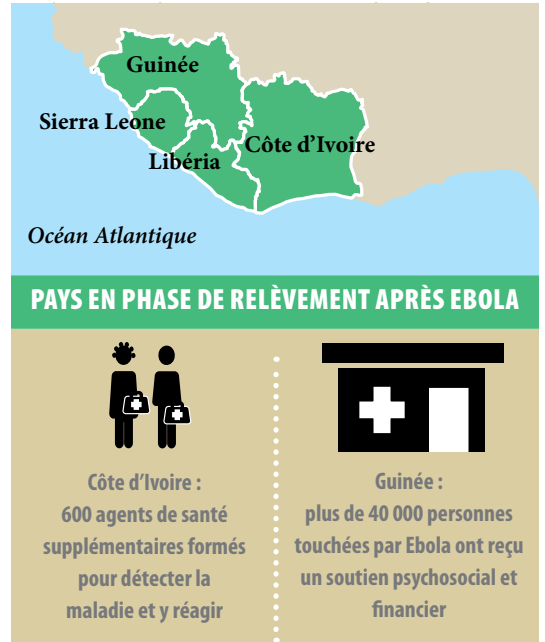
Appui et renforcement liés au dispositif de surveillance médicale post-Ebola et à la reprise socio-économique en Afrique de l'Ouest

L'apparition de la maladie à virus Ebola a détruit des vies et des moyens de subsistance dans certains des pays les plus vulnérables du monde. La Guinée, le Libéria et la Sierra Leone ont été les plus lourdement touchés par l'épidémie. Lorsque l'arrêt de la transmission d'Ebola a été annoncé à la fin de 2016, le virus avait infecté plus de 28 600 personnes, tuant 11 300 d'entre elles et réduisant à néant non seulement les systèmes et les infrastructures sanitaires, mais aussi les économies locales et nationales dans les pays concernés. Il avait également causé la mort de médecins et d'agents sanitaires, entraîné une forte baisse de la croissance annuelle du PIB, provoqué la fermeture des entreprises et suspendu les transactions commerciales pendant des mois, et plongé dans le désespoir des centaines de ménages ayant perdu leur principal soutien de famille.

Le Japon a joué un rôle important dans la riposte à l'épidémie d'Ebola tant au niveau de l'intervention humanitaire immédiate qu'au niveau de la réponse à plus long terme, en apportant un financement de plus de 207 millions de dollars US destiné à soutenir les efforts de relèvement en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone. Un montant total de 75 millions de dollars US a été versé par les autorités nipponnes au profit d'un Fonds d'affectation spéciale conjointement mis en place avec les Nations Unies pour la lutte contre Ebola en Guinée, dont une partie a contribué à financer les initiatives menées par le PNUD pour faire obstacle à la propagation de l'épidémie dans ce pays.

Le Japon a également contribué 4,5 millions de dollars US à un projet régional du PNUD portant sur les questions transfrontalières et intercommunautaires. La crise provoquée par l'épidémie d'Ebola a mis en évidence la faible capacité de réponse des systèmes de santé dans les pays touchés et démontré la rapidité avec laquelle la contagion pourrait se répandre à travers les frontières nationales. En conséquence, la communauté internationale et les gouvernements africains ont érigé le renforcement de l'infrastructure sanitaire et de la sécurité transfrontalière en priorité régionale.

Le PNUD a été à l'avant-garde des interventions d'urgence et des efforts de relèvement qui ont été déployés



en réponse à l'épidémie de la maladie à virus Ebola. En effet, le PNUD a travaillé en étroite collaboration avec les gouvernements, les organisations nationales et locales et les partenaires internationaux, en assumant le rôle principal de coordination pour les organismes de l'ensemble du système des Nations Unies.

Depuis 2016, avec le soutien du Japon, les efforts de relèvement post-Ebola déployés par le PNUD se sont concentrés sur les actions suivantes :

- consolidation des infrastructures de santé au niveau national et régional ;
- mise en place de systèmes d'alerte rapide pour les maladies infectieuses ;
- renforcement de la gouvernance locale, du dialogue communautaire et de la consolidation de la paix dans les zones transfrontalières entre les pays touchés par Ebola.

En étroite collaboration avec la société civile et les partenaires nationaux en **Côte d'Ivoire**, en **Guinée**, au **Libéria** et en **Sierra Leone**, le PNUD a dispensé des formations à l'intention de milliers de personnes dans les domaines du développement d'entreprises, de l'éducation civique, de la résolution des conflits et de la détection et la prévention des maladies. Les résultats

de ces initiatives incluent :

■ **L'établissement d'une liste agréée d'experts régionaux auxquels il est possible d'avoir recours dans les interventions d'urgence en réponse aux crises de santé publique.**

■ **La mise au point et l'application d'un programme d'études spécial pour la formation des équipes d'intervention sanitaire d'urgence dans les trois pays, inspiré des meilleures pratiques de l'Organisation mondiale de la Santé dans ce domaine.** Des ateliers de formation sont régulièrement organisés à l'intention des gouvernements et des autorités sanitaires pour les aider à améliorer leur capacité à réagir rapidement et efficacement face aux crises de santé publique naissantes, y compris les flambées épidémiques.

Par exemple, un atelier organisé en septembre 2016 en **Côte d'Ivoire** a permis à des dizaines d'agents des forces de sécurité et des travailleurs de la santé de parfaire leurs connaissances et de se doter des ressources nécessaires à la formation de 600 agents sanitaires et agents de sécurité supplémentaires pour détecter et répondre aux maladies et épidémies potentielles. Les participants ont également appris à communiquer de manière claire et efficace avec les médias en cas d'apparition d'une épidémie pour dissiper les rumeurs et sensibiliser les gens.

Au **Libéria**, les représentants locaux de 140 communautés établies le long des frontières ont bénéficié d'une formation à la détection des signes précurseurs d'une épidémie d'Ebola. En outre, 300 moniteurs de 30 communautés frontalières ont reçu une formation sur la prévention des conflits qui leur a permis d'apprendre à déceler les prémices d'un conflit et à y répondre sans délai. Les conflits en cours ont entravé les efforts entrepris en réponse à l'épidémie d'Ebola, ce qui a fait de la gestion des frontières une partie essentielle de la gestion de la crise liée à la maladie.

■ **Le renforcement et la réhabilitation des systèmes et des infrastructures de santé.** En **Guinée**, l'initiative a abouti à la réhabilitation de cinq structures gouvernementales dans les régions touchées par la maladie à virus Ebola. Elle a également servi à acheter et à distribuer les équipements médicaux nécessaires aux centres de santé desservant les quelque 3 000 personnes vivant dans certaines des régions les plus isolées du pays.

En **Sierra Leone**, l'amélioration de l'accès aux services de santé et à l'eau potable a profité à plus de 10 000 personnes dans les villages le long des frontières. Le PNUD a construit ou réhabilité 30 puits et rénové deux centres de santé et, en coopération avec



Photo : PNUD Libéria

Libéria : des équipements d'une valeur de plus de 628 000 dollars, dont 160 motos, ont été donnés par le Gouvernement du Japon aux autorités libériennes à l'appui du soutien d'urgence du PNUD au projet Enhanced Border Surveillance, destiné à renforcer la surveillance aux frontières.

le Ministère de la Santé et les organismes des Nations Unies, il a mis en place des équipes d'intervention rapide et des procédures d'exploitation normalisées pour répondre aux urgences en matière de santé publique.

Le PNUD collabore également avec la CEDEAO, l'Organisation Ouest-Africaine de la Santé et le Noguchi Memorial Institute for Medical Research pour soutenir et renforcer les initiatives de veille sanitaire et de relèvement socioéconomique post-Ebola dans la région.



GUINÉE : UNE SOLUTION COORDONNÉE

Lorsque le virus Ebola s'est propagé en Guinée en 2014, le PNUD, au même titre que le reste du système des Nations Unies et d'autres organisations humanitaires, s'est joint à une équipe nationale d'intervention d'urgence. En particulier, le PNUD a travaillé sur les questions de gouvernance et a fourni une aide à l'Agence nationale de surveillance sanitaire.

En décembre 2015, le PNUD est devenu la principale organisation chargée de la gestion de l'épidémie de la maladie à virus Ebola en Guinée. À ce titre, le PNUD a travaillé en étroite collaboration avec des partenaires nationaux et internationaux pour créer, financer et mettre en œuvre la Cellule de la coordination nationale de lutte contre la maladie à virus Ebola. Le PNUD a coordonné l'ensemble des projets de riposte à l'épidémie, représentant un budget total de 16 millions de dollars, financés par le Gouvernement de la Belgique, le Gouvernement du Japon, la Banque mondiale et un fonds d'affectation spéciale multipartenaires.

Cette réponse coordonnée s'est avérée être très efficace puisqu'elle a couvert plus des deux tiers du pays et a été alignée sur les politiques et les priorités du Gouvernement de la Guinée. Par exemple, en partenariat avec le Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion Féminine et de l'Enfance, le PNUD a fourni un soutien psychosocial et économique à plus de 40 000 patients contaminés par le virus Ebola, y compris les orphelins, les agents de santé de première ligne et les survivants. Bon nombre de ces personnes ont été victimes de discrimination et ont suscité la peur dans leur propre communauté. Par conséquent, le projet contribue à leur réintégration dans le tissu social et économique.

Consolidation de la paix, bonne gouvernance et résilience

Au Sahel, l'extrême pauvreté, le changement climatique, les conflits armés et l'insécurité continuent de menacer la vie de millions de personnes qui sont déjà en situation de précarité. En 2017, environ 30 millions de personnes devraient faire face à l'insécurité alimentaire, dont 12 millions nécessiteront une aide alimentaire d'urgence.

Le PNUD intervient dans la région du Sahel en réponse à cette crise depuis 2013, avec un soutien de 28,1 millions de dollars US du Gouvernement du Japon. Les initiatives du PNUD visent au renforcement de la paix, de la gouvernance, de la sécurité et de la résilience humaine dans les cinq pays du Sahel les plus vulnérables à face à la crise : le **Burkina Faso**, le **Mali**, la **Mauritanie**, le **Niger** et le **Tchad**. Le PNUD travaille en partenariat avec les gouvernements, la société civile, le secteur privé et les organismes de développement.

Certaines réalisations clés incluent :

- Un demi-million de personnes vivant dans les zones frontalières du **Mali** ont bénéficié d'une nouvelle stratégie nationale visant à prévenir l'extrémisme

violent et à améliorer la coopération transfrontalière. La stratégie comprend la formation et le soutien de 1 200 agents des services frontaliers et agents de sécurité, et 2 500 membres d'organisations de la société civile.

- Le PNUD soutient également ces cinq pays dans l'élaboration de leur stratégie nationale relative au système de contrôles aux frontières, un processus qui implique des dizaines de groupes d'acteurs, y compris les institutions nationales, les forces de sécurité, les agents frontaliers et les douaniers, ainsi que les représentants de la société civile au sein des communautés frontalières. Ce dernier groupe comprend des élus, des jeunes hommes et femmes, des agriculteurs et des commerçants.

- Le PNUD a aidé environ 225 000 personnes dans la région en leur offrant des perspectives économiques. Par exemple, au **Niger**, plus de 100 jeunes, femmes et hommes, ont bénéficié de deux mois de formation intensive en couture, en mécanique et en soudage. Dans le nord du Burkina Faso, près de la frontière avec le Niger, le PNUD a formé des jeunes aux méthodes de

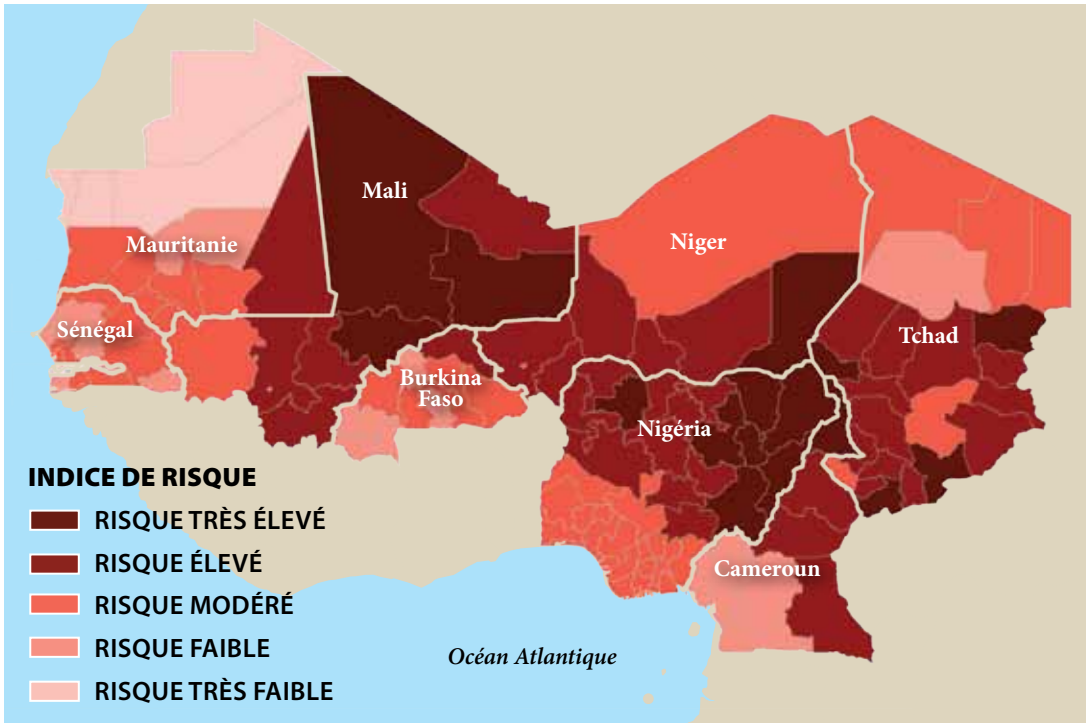
Niger : jeune homme prenant part à une formation proposée par le PNUD pour devenir mécanicien.



Photo : PNUD Niger



Les frontières indiquées sur la carte n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation officielles de la part de l'Organisation des Nations Unies.

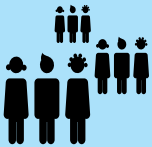


Source : INFORM, Index for Risk Management



DÉFIS AUXQUELS LA RÉGION DU SAHEL EST CONFRONTÉE

RÉPONSE DU JAPON



150 millions de personnes vivent dans la région du Sahel



12 millions de personnes pourraient avoir besoin d'aide d'alimentaire d'urgence



4,9 millions de réfugiés



28,1 millions de dollars US de fonds attribués au PNUD depuis 2013

Photo : Laetitia Ouoba/PNUD Burkina Faso



Burkina Faso : dans le nord du pays, près de la frontière avec le Niger, le PNUD a formé des jeunes aux méthodes de fabrication de l'huile et du savon à partir des dates de palmier, ce qui permet désormais à ceux-ci de produire des marchandises qu'ils peuvent ensuite vendre sur les marchés environnants.

fabrication de l'huile et du savon à partir des dates de palmier, ce qui permet désormais à ceux-ci de produire des marchandises qu'ils peuvent ensuite vendre sur les marchés environnants. Le PNUD est également intervenu dans un autre village frontalier pour aider les agriculteurs à mieux préparer les terres affectées à la culture du riz. Ces derniers ont ainsi vu leur production tripler, passant de 500 kilogrammes à trois tonnes pendant la saison des pluies suivante.



Au service
des peuples
et des nations

Programme des Nations Unies pour le développement
Regional Bureau for Africa
One United Nations Plaza
New York, NY 10017
www.undp.org/french

Août 2017

Crédits photos : ©PNUD ; texte : Megan Cossey ; conception graphique : M. Lynch